|  |  |
| --- | --- |
|  | cid:image004.gif@01D38871.7A905E40 |

*As delivered*

**Statement of Mrs Anais Marin, UN Special Rapporteur on the situation of human rights in Belarus, at the Arria Formula meeting at UN Security Council
4 September 2020**

Mr Chairperson, Excellences, ladies and gentlemen,

Permettez-moi de m’exprimer en français. Merci de me donner l’opportunité de dresser un premier bilan, en termes de droits humains, de la crise post-électorale que traverse le Bélarus.

La situation n’a jamais été aussi catastrophique qu’au cours du mois qui vient de s’écouler. C’est d’autant plus préoccupant qu’elle continue de se dégrader. Cette évolution, sans précédent  au Bélarus, nécessite l’attention renouvelée de la communauté internationale tant le risque est grand qu’un engrenage de violences ne vienne menacer la paix et la sécurité régionales.

Je voudrais souligner cinq problèmes qui me semblent les plus graves.

Premièrement, le processus électoral a montré combien le Bélarus limite le droit de ses citoyens à participer à la vie publique. Comme je l’indiquais dans mon rapport à l’Assemblée Générale publié il y a un an, rien n’a changé, en droit et en pratique, qui aurait pu donner l’espoir que le Bélarus satisferait les critères internationalement reconnus pour des élections libres, équitables et transparentes.

Les rapports disponibles indiquent que le processus a été entièrement manipulé. Le champ politique avait été préalablement « nettoyé » pour empêcher trois des candidats les plus populaires de concourir : deux ont été arrêtés avant le début de la campagne sur la base d’accusations politiquement motivées. Un troisième, qui n’aurait soi-disant pas réuni assez de signatures valides pour se présenter, a été poussé à l’exil.

Des fraudes grossières au stade du décompte des voix – mises en évidence par les observateurs locaux et certaines commissions électorales honnêtes – illustrent combien la légitimité populaire fait défaut au Président en exercice. Dès lors, sa volonté de rester au pouvoir après la fin de son mandat actuel apparaît comme la cause principale de la crise qui déstabilise le pays.

La seconde, et c’est mon second point, tient au fait que le Président et ses partisans refusent obstinément le dialogue, alors que ce serait l’unique moyen de réconcilier le peuple avec ses autorités, compte tenu des atteintes graves à la liberté de réunion pacifique que nous avons tous pu constater dès le soir du scrutin.

L’annonce de la victoire de Mr. Loukachenka, avec 80% des voix, a en effet provoqué un vaste mouvement populaire, spontané et pacifique : les Bélarusses sont massivement descendus dans les rues pour exprimer leur rejet des résultats officiels, qui ne leur apparaissaient pas comme crédibles. Une fois de plus, on leur a « volé » leur voix. Comme en 2010, ils ont été violemment empêchés d’exercer leur droit de réunion pacifique.

La réponse des forces de l’ordre a été violente et disproportionnée. En 3 jours, plus de 6000 personnes ont été arrêtées à travers le pays alors qu’elles participaient à ces marches pacifiques, s’ajoutant aux quelques 1500 autres déjà arrêtés depuis que la répression s’est accélérée en avril. La plupart sont désormais libres, mais j’appelle les autorités à libérer toutes les personnes qui restent arbitrairement détenues.

Comme vient de le rappeler le Comité des Droits de l’Homme dans son Commentaire général de l’article 21 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques, le droit de manifester pacifiquement est un pilier de la société démocratique, et il peut s’exercer aussi bien en public qu’en ligne. En coupant l’accès à internet pendant trois jours, le gouvernement a tenté d’empêcher les électeurs de s’informer et de se coordonner via les réseaux sociaux. Un tel blocus sur les communications internet est disproportionné et incompatible avec le droit à la liberté d’expression. Les manifestations spontanées se poursuivant cependant quotidiennement depuis 4 semaines, et ont gagné tous les pans de la société, des ouvriers aux étudiants.

Faute de pouvoir trouver les meneurs de ce soulèvement populaire d’un nouveau type, la police a employé la force, de manière excessive et non-justifiée, pour interpeller indistinctement des manifestants, des journalistes, des passants, des femmes et même des enfants. Certains ont été capturés en pleine rue par des hommes en civil et sans insigne. La plupart ont été sauvagement battus. Cela m’amène à mon troisième point : au cours de cette vague de répression aveugle et brutale, nous ont été rapportés pas moins de 450 cas de torture, commis par des agents de l’État.

Des témoignages concordants montrent le caractère systématique des violences infligées par la police anti-émeutes et les gardiens des prisons dans lesquelles des milliers d’innocents ont été parqués à partir du 9 août. Tous auraient reçu des coups et blessures, beaucoup sont désormais invalides. Au moins 5 personnes auraient succombé à leurs blessures. Entassés dans des cellules prévues pour 4 personnes, avec un accès limité à l’eau, les détenus ont subi des traitements humiliants et dégradants. On m’a informée de cas de viols perpétrés à l’aide de matraque, d’électrocutions, et d’autres formes de torture physique et psychologique. Diffusées dans le monde entier, ces images ont choqué la communauté internationale. Il appartient à l’État bélarusse de tout faire pour prévenir, instruire et punir ces crimes d’autant plus graves qu’ils ont été commis de manière préméditée et organisée.

Quant aux personnes qui ont subi ces sévices, elles sont dans un tel état de choc post-traumatique qu’elles nécessitent une aide humanitaire d’urgence. J’appelle les autorités à faire toute la lumière sur ces tragiques évènements et à garantir aux victimes de torture le droit d’obtenir réparation. Je recommande l’instauration d’un mécanisme international indépendant pour enquêter sur ces crimes et encourage les autorités à coopérer avec les procédures spéciales de l’ONU, et avec mon mandat en particulier.

Quatrièmement, même si cela fait 25 ans que l’état de droit n’est pas respecté au Bélarus, c’est le non-droit qui semble régner dans le pays depuis quatre semaines. Il ne peut y avoir de justice si elle est subordonnée au pouvoir exécutif, expéditive, opaque, et qu’elle ne fonctionne plus que dans un sens, je dirais même, à l’envers : alors qu’ils sortent tout juste de détention, des manifestants victimes d’abus sont maintenant poursuivis en justice pour, je cite, « troubles à l’ordre public » ! C’est le cas d’un enfant de 16 ans, battu si violemment qu’il est tombé dans le coma le 12 août : à peine sorti de l’hôpital, il vient d’être de nouveau mis en détention, sans avoir pu porter plainte pour les violences qu’il a subies. Aucune plainte pour torture n’a encore été examinée, et leurs auteurs semblent confiants qu’ils ne seront pas poursuivis.

Les journalistes et bloggeurs, cibles privilégiées des répressions, sont maintenant poursuivis pour avoir soi-disant organisé ou coordonné des manifestations non-autorisées. Dans un pays qui musèle la liberté d’opinion et d’expression, qui harcèle systématiquement les médias indépendants, qui a jeté des dizaines de bloggeurs en prison, incriminer des journalistes et continuer de restreindre l’accès à internet pour empêcher les Bélarusses et le monde de savoir ce qui se passe à huis clos dans le pays, est le comble du cynisme.

Ceci m’amène à mon cinquième et dernier point. Outre la guerre insensée que mène le gouvernement contre son propre peuple, on assiste à une internationalisation du conflit dans la sphère informationnelle. Les soutiens étrangers du pouvoir vacillant véhiculent des informations fallacieuses qui visent à discréditer et déstabiliser ce mouvement populaire pour étendre artificiellement les chances du Président sortant de se maintenir au pouvoir.

Compte tenu de la gravité des faits rapportés, il est primordial de rappeler que les violations des droits de l’homme ne sont pas une affaire intérieure : elles intéressent la communauté internationale, d’autant plus lorsqu’existe un risque aussi flagrant d’escalade de la violence. Lorsqu’un gouvernement annonce être prêt à utiliser l’armée contre ses propres concitoyens en temps de paix, qu’il accuse sans fondement ses voisins d’ingérence et d’agression, et qu’il est prêt à sacrifier la souveraineté du pays et l’indépendance de ses institutions pour se maintenir en place coûte que coûte, c’est la paix et la sécurité internationale qui sont menacés.

C’est pourquoi j’en appelle toutes les parties prenantes à ce conflit à la raison, et à la retenue. La seule issue possible à cette crise sans précédent est le dialogue, qui doit être ouvert, honnête, et inclure notamment la société civile. Je salue les offres de bons offices et de médiation multilatérale qui pourraient accompagner cette transition politique qui semble désormais inéluctable, car elle est déjà en cours – la société bélarusse, que j’étudie depuis plus de dix ans, a considérablement changé, et elle s’est découvert au cours des derniers mois une capacité de résilience civile qui est une source d’inspiration pour tous ceux dans le monde qui aspirent au respect de leurs droits fondamentaux. Montrons-nous dignes de sa confiance, et protégeons les droits et libertés de ceux qui aspirent à ce changement démocratique.

Je vous remercie pour votre attention.

**\* \* \***

*Unofficial English translation*

**Statement of Mrs Anais Marin, UN Special Rapporteur on the situation of human rights in Belarus, at the Arria Formula meeting at UN Security Council
4 September 2020**

Mr Chairperson, Excellences, ladies and gentlemen,

Allow me to express myself in French. Thank you for giving me the opportunity to make an initial assessment, in terms of human rights, of the post-electoral crisis in Belarus.

The situation has never been as catastrophic as it has been in the past month. It is all the more worrying as it continues to deteriorate. These developments, which are unprecedented in Belarus, require the renewed attention of the international community, as there is a great risk that a spiral of violence could threaten regional peace and security.

I would like to highlight five issues that I consider to be the most serious.

Firstly, the electoral process has shown how Belarus limits the right of its citizens to participate in public life. As I stated in my report to the General Assembly published a year ago, nothing has changed, in law and in practice, that could have given any hope that Belarus would meet the internationally recognised criteria for free, fair and transparent elections.

The available reports indicate that the process has been completely manipulated. The political field had previously been "cleaned up" to prevent three of the most popular candidates from competing: two were arrested before the start of the campaign on politically motivated charges. A third, who allegedly did not collect enough valid signatures to run, was forced into exile.

Gross fraud at the vote count stage - highlighted by local observers and some honest election commissions - illustrates the lack of popular legitimacy of the incumbent President. Therefore, his willingness to remain in power after the end of his current term of office appears to be the main cause of the crisis currently destabilising the country.

The second, and this is my second point, is that the President and his supporters stubbornly refuse to engage in dialogue, which would be the only way to reconcile the people with their authorities, given the serious violations of the freedom of peaceful assembly that we all saw on election night.

The announcement of Mr Lukashenka's victory with 80% of the votes has indeed provoked a vast popular, spontaneous and peaceful movement: Belarusians took to the streets in massive numbers to express their rejection of the official results, which did not seem credible to them. Once again, their voice was "stolen" from them. As in 2010, they were violently prevented from exercising their right to peaceful assembly.

The response of law enforcement agencies was violent and disproportionate. In 3 days, more than 6,000 people were arrested across the country while taking part in the peaceful marches, adding to some 1,500 already arrested since the crackdown accelerated in April. Most of them are now free, but I call on the authorities to release all those who remain arbitrarily detained.

As the Human Rights Committee has just recalled in its General Comment on Article 21 of the International Covenant on Civil and Political Rights, the right to demonstrate peacefully is a pillar of democratic society, and it can be exercised both in public and online. By cutting off Internet access for 3 days, the government attempted to prevent voters from informing and coordinating with each other via social networks. Such a blockade on Internet communications is disproportionate and incompatible with the right to freedom of speech. However, spontaneous demonstrations have continued daily for 4 weeks and have spread to all sectors of society, from workers to students.

Unable to find the leaders of this new type of popular uprising, police used excessive and unjustified force to indiscriminately arrest demonstrators, journalists, passers-by, women and even children. Some were captured in the street by men in plain clothes and without badges. Most were savagely beaten. This brings me to my third point: during this wave of indiscriminate and brutal repression, no less than 450 cases of torture, committed by state agents, have been reported to us.

Concordant testimonies show the systematic nature of the violence inflicted by the riot police and the guards of the prisons in which thousands of innocent people were parked from 9 August onwards. All were reportedly beaten, many of them mutilated, or disabled. At least 5 persons are reported to have died from their injuries. Packed into cells designed for 4 people, with limited access to water, detainees were subjected to humiliating and degrading treatment. I have been informed of cases of rape perpetrated with rubber batons, electrocution, and other forms of physical and psychological torture. Broadcasted throughout the world, these images shocked the international community. It is the responsibility of the Belarusian State to do everything possible to prevent, investigate and punish these crimes, which are all the more serious because they were committed in a premeditated and organised manner.

As for the people who have suffered these abuses, they are in such a state of post-traumatic shock that they require urgent humanitarian aid. I call on the authorities to shed full light on these tragic events and to guarantee the right of victims of torture to obtain redress. I recommend the establishment of an independent international mechanism to investigate these crimes and encourage the authorities to cooperate with it, as with UN Special Procedures, and with my mandate in particular.

Fourthly, although the rule of law has not been respected in Belarus for 25 years, it is lawlessness that seems to have prevailed in the country for the past four weeks. There can be no justice if it is subordinate to the executive, expeditious, opaque, and only works in one direction, I would even say in reverse: while they have just been released from detention, abused demonstrators are now being prosecuted for, and I quote, "disturbing public order"! This is the case of a 16-year-old child, beaten so violently that he fell into a coma on 12 August: just out of hospital, he has just been detained again, without having been able to file a complaint for the violence he suffered. No complaints of torture have yet been examined, and the perpetrators seem confident that they will not be prosecuted.

Journalists and bloggers, prime targets of repression, are now prosecuted for allegedly organising or coordinating unauthorised demonstrations. In a country that muzzles freedom of opinion and expression, that systematically harasses independent media, that has thrown dozens of bloggers into prison, incriminates journalists and continues to restrict internet access to prevent Belarusians and the world from knowing what goes on behind closed doors in the country, is the height of cynicism.

This brings me to my fifth and final point. In addition to the senseless war being waged by the government against its own people, there is an internationalisation of the conflict in the information sphere. The foreign supporters of the faltering power are conveying misleading information aimed at discrediting and destabilising this popular movement in order to artificially expand the chances of the outgoing President to stay in power.

In view of the seriousness of the facts reported, it is essential to recall that human rights violations are not an internal affair: they are of interest to the international community, all the more so when there is such a flagrant risk of escalating violence. When a government announces its readiness to use the army against its own citizens in peacetime, when it baselessly accuses its neighbours of interference and aggression, and when it is prepared to sacrifice the sovereignty of the country and the independence of its institutions in order to stay in place at all costs, it is international peace and security that are threatened.

That is why I call on all parties to this conflict to reason, and to exercise restraint. The only possible way out of this unprecedented crisis is dialogue, which must be open, honest, and include civil society in particular. I welcome the offers of good offices and multilateral mediation that could accompany this political transition, which now seems inevitable, because it is already under way - Belarusian society, which I have been studying for more than ten years, has changed considerably, and in recent months it has discovered a capacity for civil resilience that is a source of inspiration for all those in the world who aspire to respect for their fundamental rights. Let us show that we are worthy of their trust, and protect the rights and freedoms of those who seek this democratic change.

Thank you for your attention.

ENDS

***\*The expert****:* ***Mrs. Anaïs Marin****,* [*Special Rapporteur on the situation of human rights in Belarus*](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/CountriesMandates/BY/Pages/SRBelarus.aspx)

*The Special Rapporteurs, Independent Experts and Working Groups are part of what is known as the* [*Special Procedures*](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Welcomepage.aspx) *of the Human Rights Council. Special Procedures, the largest body of independent experts in the UN Human Rights system, is the general name of the Council’s independent fact-finding and monitoring mechanisms that address either specific country situations or thematic issues in all parts of the world. Special Procedures’ experts work on a voluntary basis; they are not UN staff and do not receive a salary for their work. They are independent from any government or organization and serve in their individual capacity.*

*UN Human Rights, Country Page –* [*Belarus*](https://www.ohchr.org/EN/Countries/ENACARegion/Pages/BYIndex.aspx)